

N° 162
76^{ème} Chambre

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE BRUXELLES

PIE adressée à
D.J.M.
(exempt: art. 260, 2°
Code Enr.)
(C.J., art. 792-1030)

R.G. n° 03/4147/A

Protection diplomatique
Déclinatoire de juridiction
Jugement définitif
Contradictoire

162/76/05

Annexes :
1 citation
5 conclusions

Présenté le
non enregistrable

Le Receveur

EN CAUSE DE :

Monsieur Charles THIJS, domicilié à 5500 Dinant, rue de la
Montagne, 148

Demandeur,

Représenté par Me Mario Spandre, avocat, dont le cabinet est établi
à 1040 Bruxelles, Rond-Point Schuman, 9

CONTRE :

L'ETAT BELGE, représenté par Monsieur le Ministre des
Affaires Etrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération
au Développement, dont les bureaux sont établis à 1000 Bruxelles,
rue des Petits Carmes, 15

Défendeur,

Représenté par Me Monique D., dont le cabinet est établi à
1050 Bruxelles, rue du Ministère, 25/1

J-DEF

REPERT.

N° 05/44171

En cette cause, prise en délibéré le 31 octobre 2005, le tribunal rend le jugement suivant :

Vu les pièces de la procédure et notamment :

- la citation introductive d'instance signifiée le 17 mars 2003 à l'Etat belge ;
- l'ordonnance sur pied de l'article 747§2 prononcée le 2 février 2004 ;
- les conclusions, les conclusions additionnelles et les conclusions en réplique et de synthèse déposées pour cette partie ;
- les conclusions et les conclusions additionnelles déposées pour M. Thijs ;

Entendu les conseils des parties en leurs dires et moyens à l'audience publique du 31 octobre 2005 ;

I. Objet de l'action

Attendu que M. Thijs poursuit, par un jugement exécutoire sans possibilité de caution ou de cantonnement, la condamnation de l'Etat belge à lui payer 454.865 €, majorés de 1.388 € par mois depuis le 17 mars 2003 et des dépens ;

Que l'Etat belge soulève, à titre principal, un déclinatoire de juridiction ; qu'à titre subsidiaire, par application de l'article 877 du Code judiciaire, il sollicite que le demandeur produise en originaux les pièces inventoriées par lui sous les numéros 1 à 53 de l'inventaire principal et 1 à 13 de l'inventaire complémentaire ; qu'il conclut ensuite à l'irrecevabilité ou au non fondement de la demande ;

II. Le cadre du litige

Attendu que le cadre du litige peut être résumé comme suit :

- M. Thijs ressortissant belge a été arrêté en République Démocratique du Congo où il résidait et a été contraint de quitter le territoire en 1998 ; son immeuble a été immédiatement occupé illégalement par les forces militaires congolaises ;

il chargea un avocat congolais d'entreprendre diverses démarches auprès des autorités locales pour tenter de faire évacuer l'immeuble et de le récupérer mais celles-ci ne purent aboutir ;

- parallèlement, il s'adressera à l'Ambassade de Belgique à Kinshasa et ensuite au Ministère de la Justice et à celui des Affaires Etrangères en sollicitant que l'Etat belge porte l'affaire devant la Cour Internationale de Justice ; le Ministère de la Justice lui répondra, le 27 janvier 2001, que « la décision par un Etat d'exercer sa protection diplomatique pour un de ses ressortissants est une compétence discrétionnaire qui est du ressort de l'autorité compétente pour introduire un recours devant la Cour Internationale de Justice, soit le Ministère des Affaires Etrangères » ; celui-ci lui signalera, par courrier du 9 mars 2001, que l'Etat belge ne pouvait entamer une procédure devant la Cour internationale de Justice contre la République Démocratique du Congo principalement parce que M. Thijs n'avait pas épuisé les voies de recours internes au Congo et parce que la décision d'exercer la protection diplomatique était discrétionnaire et que vu la situation actuelle et la volonté de négocier de la Belgique dans le processus de paix dans la région des grands Lacs, il paraissait inopportun d'introduire une requête contre la république Démocratique du Congo ; M. Thijs accusera réception de ce courrier en s'inclinant devant la position de l'Etat belge et en renonçant expressément à l'idée d'une procédure devant la Cour Internationale de Justice ; il demandera cependant une intervention « officielle » de M. Louis Michel ; le 24 juillet 2001, l'Ambassade de Belgique lui répondait qu'une partie des occupants avait déjà quitté les lieux et que pour les autres, les autorités de la Police Nationale congolaise étaient à la recherche d'un logement ;
- M. Thijs déposera également plainte entre les mains du Procureur du Roi de Dinant le 11 septembre 2000, lequel lui répondra que les autorités judiciaires belges n'étaient pas compétentes pour ce genre de problèmes ;
- par lettre du 11 juin 2001, le conseil de M. Thijs demandera à l'Etat belge s'il acceptait d'indemniser son client ; il lui sera répondu négativement au motif qu'en l'absence de faute dans le chef du Département des Affaires Etrangères et en présence d'une injustice strictement nationale, c'était auprès des autorités congolaises qu'il fallait s'adresser pour obtenir une éventuelle indemnisation ; M. Thijs, par lettre de son conseil du 11 janvier 2002, fera alors part de son intention d'assigner l'Etat belge en dommages et intérêts pour assistance insuffisante à la défense des intérêts d'un citoyen belge, ce qu'il fera en lançant citation le 31 mars 2003 ;

III. Discussion

Quant à la demande principale

Attendu que le demandeur fonde son action sur la protection diplomatique qu'il estime pouvoir invoquer à l'égard de l'Etat belge ; qu'il reproche à celui-ci de ne pas l'avoir exercée parce que des intérêts supérieurs de la Belgique s'y opposaient et que ce faisant, l'Etat belge aurait choisi de sacrifier les intérêts du demandeur au profit des intérêts d'autres citoyens belges ; que le demandeur en déduit que l'article 10 de la Constitution qui énonce que « les Belges sont égaux devant la loi » aurait été méconnu ;

Attendu que le tribunal constate que M. Thijs ne démontre nullement en quoi l'égalité des belges devant la loi aurait été bafouée dans une mesure telle que tous ceux qui se trouvent dans la même situation n'auraient pas été traités de la même manière ou que, si distinction il y a eu, celle-ci ne puisse être appréciée par rapport au but et aux effets de la mesure prise ;

Que le débat ne porte donc nullement sur le principe d'égalité des Belges devant la loi mais a uniquement pour objet la protection diplomatique que le demandeur revendique à son profit ; qu'il estime en effet que l'Etat belge n'a pas suffisamment pris fait et cause pour lui alors que ses droits étaient méconnus par la République démocratique du Congo ; qu'il croit pouvoir en déduire une faute dans le chef de l'Etat belge en lien causal avec le dommage dont il réclame réparation ;

Attendu qu'il est constant et d'ailleurs admis par le demandeur que la protection diplomatique relève de la souveraineté de l'Etat et qu'elle n'ouvre au citoyen aucun droit subjectif ; que les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire sont sans juridiction pour apprécier si l'Etat a ou non correctement rempli son obligation de protection, laquelle relève uniquement de l'appréciation du pouvoir exécutif (Bruxelles, 15 septembre 1969, Pas., 1969, II, 246) ;

Qu'il en résulte que ce tribunal est sans juridiction pour connaître de la demande formée par M. Thijs ;

Par ces motifs,

Le tribunal,

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935, sur l'emploi des langues en matière judiciaire,

Statuant contradictoirement ;

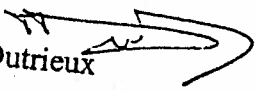
Se déclare sans juridiction pour connaître de la demande formée par
M. Thijs contre l'Etat belge;

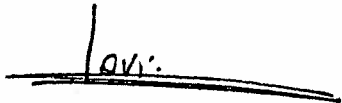
Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique de la 76ème chambre du
tribunal de première instance de Bruxelles, le 16/11/51

Où étaient présents et siégeaient :

Mme M. Clavie, juge unique

Mme P. Dutrieux, greffier adjoint délégué


Dutrieux


Clavie